



Par FM | le 17/01/2020 | 17:13 |

« LA COMMUNE EST À NOUS », LISTE CANDIDATE AUX MUNICIPALES DE GRENOBLE, ATTAQUE ÉRIC PIOLLE SUR SA GAUCHE





— Guy Tuscher et Bernadette Richard Finot du groupe Ensemble à gauche. © Séverine Cattiaux – Place Gre'net

**FOCUS – « Radicale » et « de rupture », c'est ainsi que se présente la liste La Commune est à nous, candidate déclarée aux élections municipales de Grenoble. Avec, dans ses rangs, les élus "dissidents" Guy Tuscher et Bernadette Richard-Finot, la liste étrille la politique menée par le maire de Grenoble Éric Piolle et promeut le Ric, la gratuité des transports en commun, la réquisition des logements vides et la lutte contre le capitalisme.**

« Nous sommes sur des choses beaucoup plus radicales, c'est notre grande différence ! » C'est ainsi que l'élu d'opposition de Grenoble Guy Tuscher présente la liste La Commune est à nous. Une liste qui se déclare candidate aux élections municipales. Et annonce organiser sa première « assemblée populaire » le samedi 25 janvier à 18 h 30 dans la grande salle de la Maison des habitants Chorier-Berriat.

Si les deux élus "dissidents" Guy Tuscher et Bernadette Richard-Finot reconnaissent faire partie de l'aventure, pas question pour eux d'en dire plus pour le moment. « La liste sera faite le 15 février. J'y figurerai peut-être mais rien n'est décidé », confie ainsi Guy Tuscher. Gilets jaunes, syndicalistes, militants d'Alternatiba, membres du milieu associatif et autres « non-encartés » seraient aussi à l'origine de cette liste, qui compte bien attaquer le candidat Piolle sur sa gauche.

## **La Commune est à nous étrille le mandat d'Éric Piolle**

L'actuel maire de Grenoble est en effet la cible privilégiée des critiques de cette nouvelle liste. « Malgré les espoirs et les attentes suscités il y a 6 ans par la liste conduite par Éric Piolle sur des engagements forts au niveau social, écologique et démocratique, beaucoup ont très vite déchanté », écrit La Commune est à nous. Avant d'étriller le bilan de l'édile, qui bénéficie toutefois pour sa campagne des ralliements du Parti communiste comme de la France insoumise.



— Soirée de dépouillement des scrutins du Référendum d'initiative citoyenne de la Villeneuve. © Séverine Cattiaux – Place Gre'net

« *Seule l'imposture est en actes* », affirme la (première) profession de foi de la nouvelle liste, exemples à l'appui. Éric Piolle soutient le référendum d'initiative citoyenne (Ric) au niveau national, « *mais dénigre avec force celui contre les démolitions à la Villeneuve* ». Éric Piolle déclare que la pollution est un sujet majeur, « *mais la majorité grenobloise vote toutes les délibérations (...) de l'extension de l'A480* ».



— Expulsion du camp de Valmy © Manuel Palvard – Place Gre'net

La liste ne s'arrête pas là. L'expulsion des camps de migrants d'Esmonin ou de Valmy, la privatisation de l'éclairage public, le renouvellement du contrat de la Métropole avec JC Decaux, la

tentative de fusion (reportée) entre Actis et Grenoble Habitat ou le réaménagement annoncée de Grand Place... Aux yeux des membres de la liste La Commune est à nous, tout apparaît contradictoire entre les paroles et les décisions du maire de Grenoble.

Et sans surprise, le « *Plan de sauvegarde des services publics* » adopté en 2016 achève de hérissier le poil des militants. « *Le maire et ses alliés ont appliqué l'austérité budgétaire sans concertation* », dénoncent-ils. Tout en considérant que la municipalité est dans le même temps restée généreuse vis-à-vis de Bouygues, du Crédit agricole, des actionnaires d'Alpexpo ou encore de la société Télégrenoble.

#### « **Aucun compromis possible** »

« *Nous avons la conviction que la meilleure réponse à cette gestion libérale de Grenoble est de nous organiser pour décider nous-mêmes* », clame La Commune est à nous. Sa proposition ? Créer des assemblées populaires « *pour élaborer collectivement un programme dans un véritable processus délibératif ouvert à tous et à toutes, et pour constituer démocratiquement une vraie liste de citoyen.nes qui nous ressemble* ».



— Des Gilets jaunes de Grenoble seraient également à l'origine de la création de La Commune est à nous. © Nina Soudre – Place Gr'net

Les enjeux et actions sont, pour autant, déjà bien définis. La Commune est à nous promet ainsi dès à présent la mise en place du

Ric pour Grenoble, ainsi qu'un principe de rotation des élus pour « *agir contre la professionnalisation de la politique* ». Elle se déclare également « *contre la métropolisation qui nous éloigne des lieux de décision* », tout en revendiquant le droit de vote pour les étrangers et pour les jeunes de plus de seize ans.

